



**PRÉFÈTE
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA
COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE
L'APPUI TERRITORIAL**
Bureau de l'Environnement

ARRÊTÉ
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société VAL DE LOIRE GRANULATS dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Bout
de la Vallée Poiriou » à AVERDON (41330)
Carrières de sables et graviers de Nouâtre (37800)

La Préfète d'Indre-et-Loire
chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19871 délivré le 9 avril 2014 à la société VAL DE LOIRE GRANULATS pour l'exploitation d'une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Nouâtre aux lieux-dits « Les Chenayes » et « Les Davières » concernant notamment la rubrique 2510.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°20658 du 9 avril 2019 prolongeant la durée d'autorisation pour l'exploitation de la carrière sus-mentionnée d'une année, portant ainsi l'échéance de l'autorisation au 9 avril 2020 ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** les articles 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19871 délivré le 9 avril 2014 susvisé ;
- Vu** l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20658 délivré le 9 avril 2019 susvisé ;
- Vu** l'article 12.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 22 septembre 1994 susvisé ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 juin 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier en date 3 août 2020 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations
- Vu** les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 28 août 2020;

Considérant que lors de la visite en date du 14 mai 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

En dépit de la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20658 du 9 avril 2019 prolongeant l'autorisation initiale d'une année supplémentaire et portant par conséquent l'échéance de l'autorisation de l'exploitation et de la remise en état de la carrière au 9 avril 2020, le site n'a pas encore été remis en état selon les dispositions prévues et ne le sera pas non plus à l'échéance de la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire liée à la pandémie COVID-19 prévue par les dispositions de l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020.

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19871 délivré le 9 avril 2014 susvisé ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20658 délivré le 9 avril 2019 susvisé ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 12.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales modifié du 22 septembre 1994 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VAL DE LOIRE GRANULATS de respecter les dispositions des articles 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19871 délivré le 9 avril 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – La société VAL DE LOIRE GRANULATS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Bout de la Vallée Poiriou » à AVERDON (41330), exploitant une carrière de sables et graviers sise aux lieux-dits « Les Chenayes » et « Les Davières » sur la commune de Nouâtre (37800), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2.4.1, 2.4.2 et 2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19871 délivré le 9 avril 2014, dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

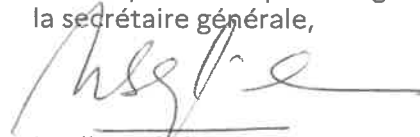
- un recours gracieux, adressé à la préfète d'Indre-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Ecologique - **Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX (AE socle ICPE)]**.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement

Article 5 – Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture, Monsieur le Maire de la commune de Nouâtre, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le 14 septembre 2020

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale,



Nadia SEGHIER

